

ROLE DES FACTEURS DE CROISSANCE DANS LE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Par

William PAMBU PAMBU

*Chef de Travaux et Doctorant à la Faculté des Sciences Economiques & de Gestion de
l'Université de Kinshasa*

RESUME

Cette étude planche sur le rôle de l'Etat dans l'impulsion d'une croissance durable et soutenable. Sous le regard analytico-économétrique, soutenu par la documentation et les statistiques comme techniques, elle analyse de manière particulière, l'impact que peut générer les différentes activités de l'Etat sur la croissance de la RD. Congo. L'étude se réfère aux théories de la croissance endogène. Certes, le modèle utilisé dans l'examen des facteurs de croissance est celui retenu par Mankiew, Romer et Weil. Celui-ci est un modèle de croissance du type Cobb-Douglas, augmenté des variables institutionnelles (qualité des institutions), selon que les résultats de l'estimation indique que le capital public est de loin la variable stratégique sur lequel les autorités gouvernementales doivent accorder une attention particulière pour une croissance durable et auto entretenue.

Mots-clés : *rôle, facteur de croissance, développement et socio- économique.*

ABSTRACT

This study focuses on the role of the State in driving sustainable and sustainable growth. Under the analytical - econometric gaze, supported by documentation and statistics as techniques, it analyzes, in a particular way, the impact that the different activities of the State can generate on the growth of RD. Congo. The study refers to theories of endogenous growth. Certainly, the model used in the examination of growth factors is that retained by Mankiew, Romer and Weil. This is a Cobb-Douglas type growth model, augmented by institutional variables (quality of institutions), according to which the estimation results indicate that public capital is by far the strategic variable on which government authorities must grant special attention for sustainable and self-sustaining.

Keywords: *Role, growth factor, development and socio-economic*

INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo venait d'atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE depuis 2010. Sur le plan économique, le pays s'est engagé sur une nouvelle réorganisation économique dans l'optique du libéralisme économique avec « *le consensus de Washington* »¹ comme cahier de charge. En accédant au point d'achèvement de l'initiative PPTE, une certaine orientation des fonds issus de l'annulation de la dette semble être décidée à travers les œillères jamais contestées du mimétisme libéral et qui semble avoir peu de liens avec l'économie réelle.

Le problème d'affectation de ressources publiques (financement des dépenses publiques) est un sujet complexe au centre de l'analyse économique moderne. En effet, à l'heure actuelle de la mondialisation des économies, le problème ne se pose plus en termes de plus ou moins d'Etat, mais plutôt en termes de quelle dimension d'Etat pour une phase donnée de la vie nationale². De ce fait, les autorités gouvernementales peuvent exploiter les enseignements issus des théories de croissance endogène pour bâtir une économie forte dont la croissance ne s'arrête plus. Il s'agit pour l'Etat de mesurer les externalités générées par diverses activités économiques (construction des routes interprovinciales et de desserte agricole, infrastructures scolaires et sanitaires, Recherche et Développement,...) afin de pouvoir stimuler chacune d'entre-elles de manière efficace. Pour ce faire, il se doit d'utiliser efficacement son système fiscal pour non seulement stimuler l'investissement dans les secteurs porteurs, mais aussi veiller à ce que les ressources limitées dont il dispose soient alloués à leur utilisation optimale³.

Sous le regard analytico-économétrique, soutenu par la documentation et les statistiques comme techniques, cette étude analyse de manière particulière, l'impact que peut générer les différentes activités de l'Etat sur la croissance de la RD. Congo. Elle se focalise sur les enseignements issus des théories de croissance endogène. Ceci permet de lever les incertitudes sur le rôle à la fois

¹ Le consensus de Washington étaient fondées sur un diagnostic selon lequel les problèmes structurels des pays sous-développés étaient le fruit des anciennes stratégies protectionnistes et introverties caractérisées par une forte intervention de l'Etat. Il était donc utile pour y remédier, d'ouvrir le plus possible les marchés à la concurrence non seulement interne mais aussi et surtout internationale. De ce fait, les pays endettés sont contraints de signer « *une lettre d'intention* » s'ils veulent retrouver des ressources de financement. Ces lettres sont généralement concoctées par les Experts de Washington et compilent toute une série de réformes structurelles à appliquer aux économies des pays en programme avec le FMI et la BIRD.

² BOLIMA BOLITSI, W., « Le Consensus de Washington et/ou la puissance de l'Etat dans l'émergence des Dragons d'Asie orientale. Avec quel groupe porteur pour le devenir historique de la R. D. Congo ? », dans *M.E.S.*, n° 56 du Septembre-Octobre, Kinshasa-R.D.C, 2009, pp. 43.

³ BOFOYA K.B., *Modèle macroéconomique*, Gallimage, Kinshasa, 2010, p. 95

d'impulsion, d'orientation et d'encouragement que devrait jouer l'Etat afin de permettre au secteur privé de contribuer pleinement dans la dynamique d'une croissance durable.

I. LE MODELE

Plusieurs modèles ont été développés par les économistes cherchant à démontrer les limites du modèle de Solow en présentant des facteurs porteurs de croissance à partir des enseignements issues des modèles de croissance endogène. Partant de la fonction de production néoclassique utilisée par Robert SOLOW dans son modèle de croissance exogène, Mankiew-Romer-Weil (MRW) l'enrichit en incorporant dans l'analyse la taille gouvernement et la qualité des institutions⁴.

La fonction de production est de la forme Cobb-Douglas est se présente comme suit :

$$y(t) = A (k(t))^\alpha (h(t))^\beta (g(t) e^{\mu\theta})^\varphi ,$$

avec :

y = le produit par travailleur

k = stock du capital privé par travailleur

h = stock du capital humain par travailleur

g = stock du capital public par tête ou taille du gouvernement

θ mesure la qualité des institutions. Il s'agit d'une mesure du niveau moyen de la gouvernance et la forme exponentielle tient au fait que la variable est non seulement qualitative mais aussi elle sert à l'amélioration du stock du capital public dans le processus de croissance économique.

Par transformation logarithmique, l'on obtient le modèle transitoire à l'état stationnaire qui est estimé sur bases des données disponibles pour la RDC et se présente comme suit :

$$\ln y(t) = a_0 + \alpha \ln k(t) + \beta \ln h(t) + \varphi \ln g(t) + b \theta(t) + \varepsilon(t)$$

II. SELECTION DES VARIABLES

L'estimation de la fonction ci-dessus requiert au préalable de choisir les indicateurs représentant la variable endogène et les variables exogènes. En effet, plusieurs théories ont été élaborées pour expliquer les facteurs à l'origine de la croissance. Actuellement, le débat entre les économistes fait ressortir cinq facteurs-clés de croissance durable, à savoir : le capital privé, le capital public,

⁴ Sala-I-Martin X. & Sachs J., « Fiscal Federalism and Optimum Currency Areas: Evidence for Europe from the United States », chap. 7 in *Establishing a Central Bank: Issues in Europe and Lessons from the US*, M. CANZONERI, V. GRILLI, & P. MASSON (eds), Cambridge : Cambridge University Press, 1992, p. 187.

le capital humain, le capital technologique et l'étendue du marché⁵. Par ailleurs, la littérature récente sur l'analyse du secteur public dans les pays en développement considère aussi bien sa taille que la qualité des institutions dans l'explication du processus de croissance économique à la suite de l'inefficacité et de l'inefficience qui caractérise l'ensemble du secteur public dans ces pays.

a) Capital privé, facteur de croissance

Romer (1986) et Rebelo (1991) considèrent l'accumulation du capital physique privé de chaque firme comme la première source de la croissance économique. Cette accumulation engendre des externalités technologiques positives, qui sont considérées comme un bien commun à toutes les firmes et qui dépendent de l'investissement total. En effet, lorsqu'une firme accumule du capital, cela permet de faire bénéficier involontairement les autres producteurs d'externalités technologiques positives sans coût spécifique.

Dans le cadre de cette étude, l'impact positif du capital privé est approximé par la Formation Brute du Capital Fixe. Il est extrait dans la base de données de la CNCUCED.

b) Capital public, facteur de croissance

Barro (1990) considère qu'un certain nombre de facteurs publics contribuent directement ou indirectement au rendement du secteur privé⁶. Leur production publique est justifiée non seulement par le rendement social dont ils font l'objet, mais aussi par le fait qu'il ne serait pas rentable pour les privés de les produire en quantité optimales. Il s'agit des dépenses ci-après qui agissent sur la croissance :

- Infrastructures publiques, c'est-à-dire création des réseaux de communication qui favorisent l'activité productive (routes interprovinciales et de dessertes agricoles, ponts, ports, aéroports, énergie électrique,...) ;
- Formation et entretien du capital humain : dépenses de santé (hôpitaux, centres de santé, ...), d'éducation (Ecoles, bibliothèques, Professeurs, ...) et de recherche ;
- Sécurité intérieure et extérieure (armée, police, ...).

L'idée centrale est que la fourniture de ces biens publics augmente la productivité du capital privé et incite à investir. Ceci a comme conséquence non seulement de désenclaver les zones de production et les entités économiques locales (villages), mais aussi de contribuer à l'amélioration du bien-être de la population ; notamment par l'accroissement des échanges

⁵ BOFOYA K.B., *op. cit.*, p. 13.

⁶ Barro R., "Economic Growth in a Cross Section of Countries", *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 106, No. 2. (May, 1991), pp. 407-443.

interprovinciaux dans un environnement où le plein-emploi est garanti. Afin d'apprécier cette influence positive, nous considérons les dépenses publiques comme proxy de la taille du gouvernement. Il est représenté par la part du budget affecté aux dépenses en capital. Il est extrait de différents rapports de la Banque Centrale du Congo (BCC).

c) Etendue du marché, facteur de croissance

Baldwin (1989) considère qu'une source de croissance autoentretenu se trouve dans la division du travail et la spécialisation. De plus Stiglitz (2002) affirme que la mondialisation par l'entremise du commerce international a aidé de nombreux pays à se développer beaucoup plus vite. Quand les exportations propulsent la croissance, le commerce extérieur contribue au développement économique. Cette idée fonde une politique économique d'ouverture et d'intégration des économies. Il est à noter que dans le cadre du programme du gouvernement avec le FMI, cette variable revêt une importance capitale et occupe une place de choix dans le consensus de Washington afin de permettre aux pays en développement d'ouvrir leurs échanges au commerce international en se spécialisant dans la production dont ils détiennent les avantages comparatifs, notamment les produits primaires. Dans le cadre de cette étude, l'étendue du marché est approximé par l'ouverture économique. Cette dernière est mesurée par le ratio des échanges (Exportations + Importations rapporté au PIB). Il mesure l'importance des échanges (Wilhems, 1998) et a été tiré dans la base de données de la CNUCED.

d) Difficile mesure du capital humain

Selon Lucas (1988), le capital humain correspond à une accumulation volontaire des connaissances (*schooling* : éducation, enseignement) et à une accumulation involontaire des connaissances par l'apprentissage ou par la pratique (le *learning by doing*)⁷. Au fur et à mesure que l'on s'habitue à produire un bien donné, on réduit son coût de production du fait d'un meilleur agencement des activités productives, d'une meilleure utilisation des matières employées et d'une plus grande efficacité des gestes accomplis. Ainsi, le capital humain est un capital parce qu'il doit produire un bénéfice, qui se traduit par les revenus perçus lors de la mise à disposition des entreprises de ces compétences.

L'accumulation du capital humain permet de soutenir la croissance à long terme en agissant directement sur la productivité de la main d'œuvre mais aussi au travers des externalités positives que cette amélioration engendre. L'externalité productive du capital humain est un phénomène évident, mais difficile à internaliser : un homme formé et en bonne santé peut intervenir

⁷ BOFOYA K.B., *op. cit.*, p. 96

efficacement dans la fonction de production. Cependant, les tests empiriques effectués sur le modèle de Lucas ont parvenu seulement à montrer une forte corrélation entre la croissance et le cycle de formation primaire, comparativement au cycle secondaire et universitaire.

Faute de données désagrégées disponibles pour la RDC, le capital humain est approximé, à l'instar de Mankiw-Romer-Weil, par le taux brut de scolarisation secondaire (Lcph). L'avantage de cet indicateur est sa disponibilité sur longue période. Toutefois, l'utilisation des taux de scolarisation constitue une approximation grossière et restrictive dans la mesure où ils ne tiennent compte ni de l'aspect qualitatif de la formation scolaire, ni d'autres aspects importants du capital humain tels c'est le cas de la faiblesse du matériel didactique, des classes surchargées et des enseignants peu compétents.

e) Qualité des institutions

Les Indicateurs de Gouvernance, publiés en 2010 par la Banque mondiale placent la R. D. Congo en dernière position en Afrique (avec le Soudan et la Guinée équatoriale). Ce constat est fondé sur les indicateurs synthétiques développés par les experts de la BIRD et exprimé en terme des séries allant de -2.5 à 2.5 (le chiffre le plus élevé étant le meilleur)⁸⁸.

En ce qui concerne notre étude, le choix est porté sur un indicateur composite exprimé en termes de score réalisé sur tous les aspects de la gouvernance, à savoir :

- la liberté et l'obligation de rendre compte ;
- la stabilité politique et l'absence de la violence ;
- l'efficacité et l'efficacité du gouvernement ;
- la qualité du cadre réglementaire ;
- l'état de droit ;
- le contrôle de la corruption.

Cet indicateur composite compte parmi les plus utilisés dans les études sur la croissance et permet de capter la qualité des institutions, malgré des controverses souvent exprimées sur leur degré d'objectivité.

f) Variable d'échelle

Le développement se traduit par des effets positifs sur la production nationale ou globale et non sectorielle. C'est un concept essentiellement macro-économique, qui met à l'avant-plan le bien-être social.

⁸⁸ BINENE S., *Les déterminants de la mobilisation des recettes fiscales en RDC : cas de la TVA*, Kinshasa, 2023, p. 59

Si la croissance est une loi immuable de la nature, il ne reste pas une garantie en soi pour un pays : en travaillant dur, certains pays ont rattrapé le niveau de vie des pays riches (cas de quatre dragons d'Asie du sud-est et du Brésil) pendant que d'autres sombrent dans la « cour des petits » (cas des pays d'Afrique subsaharienne).

Trois grandeurs synthétiques sont utilisées pour mesurer le résultat de l'activité de l'économie. L'une des plus importantes, le PIB, mesure à la fois la production des biens et services d'un pays et le revenu que cette production génère⁹. Cette étude considère le PIB constant, qui fournit une indication sur le niveau réel de la croissance générée annuellement par les agents économiques.

Les données utilisées pour les estimations ont été extraites de différents rapports de la Banque Centrale du Congo (BCC).

III. RESULTATS DE L'ESTIMATION

Les tests de stationnarité effectués sur les résidus de la relation de long terme ne rejette pas l'hypothèse d'une relation de co-intégration dans un système complet comprenant le PIB constant (y), le capital public (kpu), le capital privé (kpv), le capital humain (kph) et l'étendue du marché (ouv). En d'autres termes, en estimant le modèle par la méthode de co-intégration, nous avons l'assurance d'avoir des estimations fiables des élasticités de long terme du produit national par rapport à ses déterminants. Le tableau ci-dessous résume les résultats des estimations, avec entre-parenthèses les t-de Student, qui ont été effectuées.

Tableau n°I. Le résumé des résultats des estimations

	Régr. 1	Régr. 2	Régr. 3	Régr. 4	Régr. 5	Régr. 6	Régr. 7
C	8.56* (7.08)	8.01* (29.8)	10.90* (18.46)	8.58* (42.77)	8.44* (30.75)	10.94* (13.72)	8.10* (58.63)
Kpu	0.18* (4.36)	0.19* (5.03)	-	-	-	-	0.22* (6.28)
Kpv	0.20** (2.64)	0.19** (2.62)	-	-	0.20** (1.84)	-	-
Kph	0.12 (0.32)	-	-	0.10** (2.02)	-	-	-
Ouv	-0.30*** (-1.49)	-0.01*** (-1.39)	-	-	-	-0.52** (-2.69)	-
Gouv	-	-	1.12* (3.73)	-	-	-	-
R ²	0.70	0.69	0.58	0.66	0.12	0.69	0.60

⁹ DARREAU P., *Croissance et Politique Economique*, De Boeck, 1^{ère} ed., Bruxelles, 2003, p. 76

	Régr. 1	Régr. 2	Régr. 3	Régr. 4	Régr. 5	Régr. 6	Régr. 7
R ² _{cor.}	0.64	0.65	0.54	0.63	0.08	0.67	0.58
Dw	1.82	1.87	1.99	2.33	0.78	2.12	1.22
SCR	0.92	0.93	0.34	0.90	2.68	0.80	1.21
F	13.26	18.01	13.90	22.83	3.40	26.92	39.40
Res.ADF	-3.96*	-3.27*	-3.01*	-3.34*	-	-2.91*	-3.24*
Seuil 1%	(-2.66)	(-2.67)	(-2.68)	(-2.70)		(-2.65)	(-2.65)
*significatif à 1 % ; **significatif à 5 % ; ***significatif à 10 %.							

IV. INTERPRETATION DES RESULTATS

Estimé sur la période 1992-2020, ces résultats appellent plusieurs commentaires. Tout d'abord, nous avons procédé aux estimations en considérant tous les facteurs de croissance, tel que ressorti par la théorie (Régr. 1). Il a été constaté que le facteur capital humain (khu) était non significatif. Nous avons donc éliminé cette variable dans la régression finale (Régr. 2) afin de permettre aux autres variables d'exercer leur vraie influence sur la variable endogène. Par ailleurs, face à l'insuffisance des données sur la gouvernance, nous avons procédé aux estimations séparées pour voir isolément l'impact de cette variable sur la croissance (Régr. 3). En effet, le résidu de l'estimation de la régression finale étant très élevé (0.35), cela indique que les variables ignorées par le modèle, notamment la gouvernance, influence la variable endogène en concurrence de 35 %. Par ailleurs, la significativité conjointe des coefficients du modèle, à travers la statistique F-de Fisher, augmente la portée explicative des variables retenues comme facteurs de croissance endogène en RDC¹⁰.

Toutes les estimations sont conformes à la théorie. Le capital public et le capital privé exercent un impact positif sur la croissance du PIB. Ainsi, une augmentation de 1% du capital tant public que privé augmente le PIB de 19 %, dénotant la non rivalité entre ces deux types d'investissements en RDC. Ce qui est essentiel, c'est savoir les rôles entre l'Etat et le marché pour la relance des activités économiques et une croissance auto-entretenu. Les résultats de l'estimation de la relation 3 (Régr. 3) indiquent qu'une amélioration de la gouvernance de 1 point augmente la croissance de 1.12 %. Le même exercice a été effectué en considérant séparément les autres variables exogènes du modèle. A ce sujet, il s'est avéré que l'influence du capital public est largement supérieure à celle du capital privé, traduisant le rôle central à jouer par l'investissement public dans l'impulsion d'une croissance durable en RDC. Toutefois, au regard de la valeur élevée de l'élasticité du PIB par rapport à la gouvernance, le facteur le plus important demeure la qualité des institutions dans l'allocation optimale des ressources, corroborant la thèse selon laquelle

¹⁰ BOFOYA K.B., *Econométrie appliquée*, Gallimage, Kinshasa, 2018, p. 75

l'impulsion gouvernementale, le leadership et la stabilité politique sont de loin indispensables dans tout processus de développement.

La variable ouverture contribue fortement et négativement à la croissance, contrairement aux thèses controversées du consensus de Washington¹¹. En effet, la RDC importe plus les biens de consommation au détriment des biens d'équipement indispensables pour la production des biens substitués aux importations de nature à asseoir non seulement l'indépendance économique, dans le sens de l'autosuffisance alimentaire, mais aussi et surtout à permettre l'amélioration de la balance commerciale.

Un regard particulier mérite d'être accordé à la variable capital humain (khu). En effet, quoique non significatif au seuil de 5%, il est intéressant de noter que le signe est positif comme décrit par la théorie. Cependant le désintéressement des autorités congolaises face au secteur éducatif (part du budget consacré à l'éducation de l'ordre de 0.1 % en moyenne sur la période 2001 et 2003) fait que ce facteur n'a pas joué le rôle qu'il devrait jouer dans l'entretien d'une croissance durable. Ce résultat corrobore les analyses faites par BOLITO (2010) sur l'éducation et la croissance économique en RDC. Spécialement, l'auteur soulève le fait que la non significativité du capital humain est liée à la combinaison de plusieurs facteurs dont la faible implication de la population scolarisée dans les activités agricoles, la mauvaise utilisation des compétences dans la sphère du pouvoir politique et donc à une décapitation du savoir, les politiques économiques mises en place et allant en contrecourant du développement des structures sociales du secteur de l'éducation. Tous ces facteurs poussent à interpréter la relation en sens inverse, à savoir la croissance faible du PIB en RDC, due à un niveau élevé des dépenses de souveraineté et de protection sociale, a comme corollaire la négligence du secteur éducatif.

V. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Depuis plusieurs années, les économistes étaient partagés sur les vrais facteurs de croissance ; surtout lorsqu'il s'agissait de les identifier pour les pays en développement. Les idées des économistes ont convergés en ce qui concerne les économies des pays développés. Cependant, plusieurs zones d'ombres persistent en ce qui concerne la thérapie proposée dans la plupart des pays en développement, principalement ceux qui sont en programme avec le FMI et la BIRD. L'analyse en termes des biens mixtes (*sous tutelle*) montrent qu'il est difficile d'un point de vue technique d'exclure toujours l'Etat comme producteur, parce que sous certaines conditions l'activité étatique peut être efficace au point de concurrencer le secteur privé. Le problème d'efficience

¹¹ Bolima Bolitsi, *op. cit.*

révèle, certes, la compétitivité de l'Etat dans ces domaines mais les raisons d'ordre stratégique peuvent amener l'Etat à fournir de tels biens et services.

De ce fait, les autorités gouvernementales peuvent exploiter les enseignements issus des théories de croissance endogène car l'action étatique reste en RDC utile pour l'émergence d'une économie forte dont la croissance ne s'arrête plus.

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

- AGHION, PHILIPPE, AND PETER HOWITT. (1992), "A Model of Growth Through Creative Destruction." *Econometrica* 60, no. 2: 323-351.
- ALAGIDEDE, P., MENSAH, M., & IBRAHIM, M. (2018), "Optimal Deficit Financing in a Constrained Fiscal Space in Ghana", *African Development Review*.
- ARCADE NDORICIMPA (2020), "Threshold effects of public debt on economic growth in Africa: a new evidence", *Journal of Economics and Development*
- BARRO R. (1991), "Economic Growth in a Cross Section of Countries", *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 106, No. 2. (May, 1991), pp. 407-443
- BARRO R.J. (1996), « Inflation and Growth », *Federal Reserve Bank of Minneapolis Quaterly Review*, may
- BAXTER, M AND M. KOUPARITSAS, "Determinants of Business Cycle Comovement: a Robust Analysis". In *Journal of Monetary Economics* 52.1, 2005, pp.113-157.
- BEGG, D., FISCHER, S. et DORNBUSH, R. (1994), *Macroeconomics*, 4th Ed. MCGraw-Hill International.
- BENASSY Q. et all. (2007), *Politique économique*, De Boeck, Bruxelles.
- BENASSY Q. et all. (2009), *Politique économique*, 2^e ed., De Boeck, Bruxelles.
- BERNIER, B. et SIMON, Y. (1995), *Initiation à la macroéconomie*, 6^{ème} éd., Dunod, Paris.
- BINENE S. (2023), *Les déterminants de la mobilisation des recettes fiscales en RDC : cas de la TVA*, Kinshasa, 2023.
- BOFOYA K.B. (2010), *Modèle macroéconomique*, Gallimage, Kinshasa.
- BOFOYA K.B. (2018), *Econométrie appliquée*, Gallimage, Kinshasa.
- BOLIMA BOLITSI, W. & al., (2023), « De la norme juridique comme facteur de la croissance économique et/ou comme moteur de développement national. Point de vue systémico-contrefactuel sur la dialectique droit et économie dans le cas de la RD. Congo », dans *M.E.S*, n°130, Vol.1, du Septembre-Octobre, Kinshasa- RDC, pp. 249-260
- BOLIMA BOLITSI, W., (2009), « Le Consensus de Washington et/ou la puissance de l'État dans l'émergence des Dragons d'Asie orientale. Avec quel groupe porteur pour le devenir historique de la R. D. Congo ? », dans *M.E.S*, n° 56, Septembre-Octobre, Kinshasa-R.D.C, pp. 33-72.
- BOSONGA BOFEKI J.P. (2016), *Econométrie*, cours inédit UNIKIN, Kinshasa.
- BOURBONNAIS R. et TERRAZA M., *Analyse des séries temporelles*, UFR, Université des Sciences et Technologie, Lille 2003 ;
- BRUNO O. et MUSSO F. (2000), « Volatilité de l'inflation et Croissance économique », *Revue économique*, vol. 51, n° 3, mai, pp. 693-701.

- CHEBIWOTT & MWANGANGI (2021), Threshold Fiscal Deficit on Economic Growth in Kenya: Vol. 8, Issue 2, pp: (389-406), Month: October 2020 - March 2021.
- CHRISTOPHER S. ADAM & David L. Bevan (2005), Fiscal deficits and growth in developing countries, *Journal of Public Economics*, vol. 89, issue 4, 571-597.
- DARREAU P. (2003), *Croissance et Politique Economique*, De Boeck, 1^{ère} éd., Bruxelles.
- DRINE I. ET RAULT C. (2009), « Une analyse économétrique des sources de fluctuations du taux de change réel dans trois pays en développement », *Revue économique* 2009/6 (Vol. 60), pages 1421 à 1453
- DURRE A. (2013), « Politique économique mixte et chocs asymétriques : le cas de la zone euro », *Reflets et perspectives de la vie économique* 2013/2-3 (Tome LII), pages 67 à 82
- EASTERLY W., RODRIGUEZ C., & SCHMIDT-HEBBEL K., (1994). *Public Sector Deficits and Macroeconomic Performance*. Oxford and New York, OUP and the World Bank.
- EKINCI, RAMAZAN; TÜZÜN, OSMAN, CEYLAN, FATI H (2020) : The relationship between inflation and economic growth: Experiences of some inflation targeting countries, *Financial Studies*, ISSN 2066-6071, Romanian Academy, National Institute of Economic Research (INCE), "Victor Slăvescu" Centre for Financial and Monetary Research, Bucharest, Vol. 24, Iss. 1 (87), pp. 6-20
- KANGA D. (2020), « Effets macroéconomiques et financiers des politiques monétaires non conventionnelles dans la zone euro », *Revue économique*, 2020/1 (Vol. 71), pp. 57-81. DOI : 10.3917/reco.711.0057.
- Sala-I-Martin X. & Sachs J., « Fiscal Federalism and Optimum Currency Areas: Evidence for Europe from the United States », chap. 7 in *Establishing a Central Bank: Issues in Europe and Lessons from the US*, M. CANZONERI, V. GRILLI, & P. MASSON (eds), Cambridge: Cambridge University Press, 1992, p.187.
- ZOURI, S (2020), Business cycles, bilateral trade and financial integration: Evidence from Economic Community of West African States (ECOWAS), *International Economics*, 163(2020), 25-43.